

La colère des élus de Pardiac Rivière Basse

Nathalie Barrouillet et Gérard Castet s'insurgent sur le dézonage de certaines communes et en tirent les conséquences



La colère des élus de Pardiac Rivière Basse

« Samedi 20 février 2018, le gouvernement d'Emmanuel MACRON a dévoilé sa nouvelle carte relative aux « zones défavorisées simples ». Notre territoire a été sacrifié, il n'a pas été respecté dans sa géographie et ses réalités. Cela nous procure un sentiment d'incompréhension et de colère. Pour notre canton le projet de carte transmis à l'Union Européenne est une catastrophe qui pourrait signer l'arrêt de mort de l'élevage dans nos zones de coteaux. Ce dézonage va impacter brutalement et durablement nos éleveurs, leurs familles et tous ce qu'ils apportent à un territoire en termes d'économie, d'emploi et de maintien de services publics (écoles administrations,...). Cette carte est une vision parisienne de l'agriculture, totalement déconnectée des réalités de terrain.

Jusqu'au bout élus et professionnels agricoles gersois doivent se mobiliser pour faire prévaloir le bon sens : oui notre territoire souffre de handicaps naturels. Cette carte est un accélérateur de la désertification rurale, elle accentue les disparités qui ne peuvent être entendues sur un territoire de coteaux. N'y-a-t-il de continuité territoriale entre les communes de Bassoues, Mascaras, Armous-et-Cau, Scieurac-et-Floures, Beaumarchès, Courties, Louslitges, ... ? Oui nos agriculteurs dans les coteaux doivent être aidés si on veut maintenir une économie locale ! Encore et toujours nous disons que toutes les communes du Gers doivent être classées en zone ICHN. Toute autre décision serait une défaite pour le Gers.

S'il est aisé à M Jean-René CAZENEUVE de discourir sur des intentions, c'est sur des actes concrets qu'il est attendu. A ce jour c'est également son échec.

A ce titre nous saluons la démarche de Philippe MARTIN qui lors du Salon International de l'Agriculture 2018, à interpeler directement le Président de la République en l'invitant à venir vérifier à vélo la réalité géographique de notre territoire ».